



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

victimes du STO

Question écrite n° 26406

Texte de la question

M. Jean-Christophe Lagarde appelle l'attention de M. le secrétaire d'État aux anciens combattants au sujet des victimes et rescapés des camps nazis du travail forcé. Voici en effet, soixante ans que le gouvernement de Vichy, par le biais des actes dits lois du 4 septembre 1942, 16 février 1943 et 1er février 1944, livrait à l'Allemagne nazie ses hommes, et notamment ses jeunes, en organisant le Service du travail obligatoire (STO). Cette période fut une véritable épreuve pour 650 000 Français et coûta la vie à 60 000 d'entre eux dont 15 000 fusillés, pendus ou décapités. Cependant, depuis cette époque les autorités françaises ont toujours refusé de reconnaître sans ambiguïté à ces victimes du régime de Vichy et du régime nazi le titre de victimes de la déportation du travail. C'est pourquoi, il souhaiterait savoir si le Gouvernement entend enfin répondre favorablement aux associations de victimes de guerre en reconnaissant à ces personnes le titre de victimes de la déportation du travail.

Texte de la réponse

Dans la législation française, les termes « déportation » et « déporté » ont acquis une signification particulière et restrictive. Ils désignent le système concentrationnaire conçu par les nazis pour éliminer leurs adversaires et les populations dont ils voulaient la disparition totale. Cette expérience historique constituant l'un des plus graves crimes contre l'humanité ne doit pouvoir être confondue, ne serait-ce que par l'emploi incorrect d'une terminologie, avec aucune autre situation. La condamnation et la réprobation morale dont elle est l'objet doivent demeurer incontestables. Cette terminologie repose sur les dispositions combinées des lois des 6 août et 9 septembre 1948 portant statut des déportés politiques et de la loi du 14 mai 1951 qui a créé un statut donnant aux victimes du Service du travail obligatoire (STO) en Allemagne la qualité de personnes contraintes au travail en pays ennemi (PCT). Elle a été confirmée par la Cour de cassation, qui a décidé, dans un arrêt rendu en assemblée plénière le 10 février 1992, que « seuls les déportés résistants et les déportés politiques, à l'exclusion des personnes contraintes au travail en pays ennemi, peuvent se prévaloir du titre de déporté ». Telle est la position de tous les gouvernements depuis la Libération. Aussi le secrétaire d'État n'entend-il pas modifier les dispositions qui ont été arrêtées à l'issue de ce conflit

Version web : <https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/12/questions/QANR5L12QE26406>

par celles et ceux qui étaient au fait de la réalité historique, il y a maintenant près de soixante ans. Quoi qu'il en soit, la situation des Français contraints au travail obligatoire a été prise en compte juridiquement. Ainsi la loi n° 51-538 du 14 mai 1951, dont l'article 1er a été codifié à l'article L. 308 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, a fixé un statut en leur faveur leur ouvrant droit, sous certaines conditions, à pension au titre de la législation régissant les victimes civiles de la guerre ; au bénéfice, en qualité de victimes de la guerre, à tous les avantages d'ordre social dispensés par l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre à ses ressortissants ; à la rééducation professionnelle, à l'admission aux emplois réservés et à la validation de la période de contrainte, au même titre que le service militaire en temps de paix dans le calcul de l'ancienneté de service exigée pour la retraite. Par ailleurs, la situation historique du STO est loin d'être ignorée puisqu'il a été confié à l'université de Caen le soin d'organiser les 13, 14 et 15 décembre 2001 un colloque au cours duquel ont été étudiés les différents aspects de ce dossier. Ce colloque, ponctué d'interventions d'historiens reconnus et de témoins ayant subi cette épreuve, a permis de mieux connaître et appréhender ce drame auquel ont été confrontés tant de Français pendant cette période sombre de l'histoire.

Données clés

- Auteur : [M. Jean-Christophe Lagarde](#)
- Circonscription : Seine-Saint-Denis (5^e circonscription) - Union pour la Démocratie Française
- Type de question : Question écrite
- Numéro de la question : 26406
- Rubrique : Anciens combattants et victimes de guerre
- Ministère interrogé : anciens combattants
- Ministère attributaire : anciens combattants

Date(s) clé(s)

- Question publiée le : 13 octobre 2003, page 7750
- Réponse publiée le : 17 novembre 2003, page 8794